



**HAL**  
open science

## **Résistances, savoirs et expériences de femmes rurales : un numéro situé / situer un numéro**

Héloïse Prévost

### ► **To cite this version:**

Héloïse Prévost. Résistances, savoirs et expériences de femmes rurales : un numéro situé / situer un numéro. L'Ordinaire des Amériques, 2024, Féminisme rural face au Bolsonarisme, 233, <10.4000/13cfh>. <hal-04958676>

**HAL Id: hal-04958676**

**<https://hal.science/hal-04958676v1>**

Submitted on 20 Feb 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY 4.0 - Attribution - International License

# L'Ordinaire des Amériques

233 | 2024

Féminisme rural face au Bolsonaroisme

---

## Résistances, savoirs et expériences de femmes rurales : un numéro situé / situer un numéro

Introduction

Héloïse Prévost

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/orda/11123>

ISSN : 2273-0095

### Traduction(s) :

Resistências, saberes e experiências de mulheres rurais: um número situado / situar um número - URL : <https://journals.openedition.org/orda/11128> [pt]

### Éditeur :

Université Toulouse - Jean Jaurès, IPEAT

Ce document vous est fourni par Université Toulouse 2 - Jean Jaurès



### Référence électronique

Héloïse Prévost, « Résistances, savoirs et expériences de femmes rurales : un numéro situé / situer un numéro », *L'Ordinaire des Amériques* [En ligne], 233 | 2024, mis en ligne le 20 février 2025, consulté le 20 février 2025. URL : <http://journals.openedition.org/orda/11123>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 février 2025.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-SA 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# Résistances, savoirs et expériences de femmes rurales : un numéro situé / situer un numéro

Introduction

Héloïse Prévost

---

## NOTE DE L'AUTEUR

Une partie de cette introduction est issue de l'introduction de la thèse de doctorat de la même autrice : Héloïse Prévost. *Pour un empowerment socio-environnemental : sociologie d'un mouvement féministe alternatif au Brésil*. Sociologie. Université Toulouse le Mirail – Toulouse II, 2019. Français

*Já roubaram os nossos corpos  
Já roubaram também nossos descansos  
Mas não nos impediram de dormir  
Ainda que não queiram  
Teremos nossas paixões  
Teremos nossos desejos e nossas ternuras  
Ils nous ont déjà volé nos corps  
Ils nous ont déjà volé nos répit  
Mais ils ne nous empêcheront pas de dormir  
Même s'ils veulent nous en empêcher  
Nous aurons nos passions  
Nous aurons nos désirs et nos tendresses  
Chant entonné par les militantes du MMTR lors  
des 30 ans du mouvement, août 2017*

- 1 Ce numéro spécial de la revue *ORDA* s'intéresse aux résistances de femmes rurales brésiliennes en contexte autoritaire. Il s'agit de saisir la matérialité du quotidien sous le

mandat de Jair Bolsonaro (2019-2022), en documentant aussi bien les stratégies sociales et politiques de militantes comme des personnes non investies politiquement. L'attention est portée sur le quotidien de communautés ou de collectifs inscrits dans des économies de subsistance, les alternatives, les résistances territoriales et nationales, etc. Il est question, dans ce numéro, d'opérer une plongée dans la vie courante afin de saisir concrètement, socialement et politiquement le sens de la quotidienneté sous Bolsonaro.

## I/ Le renforcement de la masculinité violente au Brésil

- 2 Suite au coup d'État institutionnel (*impeachment*) fait à Dilma Rousseff le 31 août 2016, Michel Temer a gouverné par intérim pendant deux ans et demi puis Jair Bolsonaro a été élu. Son mandat présidentiel du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 1<sup>er</sup> janvier 2023 a été qualifié de néolibéralisme autoritaire (Sauvêtre, Dardot et Laval 2020), ou de jonction entre militantisme protofasciste et néolibéralisme radical (Safatle 2019). Si l'ascension de Bolsonaro s'ancre dans une profonde déstabilisation du système politique brésilien depuis 2013, l'extrême droite a su utiliser le discours de rupture en reprenant à son compte la haine anti-institutionnelle qui anime une partie de la population. Bien que conservatisme et autoritarisme soient indissociables de l'histoire du Brésil (Chirio et Noûs 2020), le gouvernement de Jair Bolsonaro a renforcé le pacte de la masculinité violente, provoquant et légitimant les violences, notamment de genre.
- 3 Cette violence s'est exprimée par une réorganisation institutionnelle, la suppression de ministères, et une attaque aux droits sociaux et politiques. Les conflits liés à la terre et les assassinats en milieu rural ont augmenté et changé de forme : des corps sont retrouvés découpés, brûlés, défigurés. L'impunité règne sur ces massacres. Une « nécropolitique agrocapitaliste » (Prévost 2019a) a été déployée au moyen de la violence sociale articulée à la violence environnementale. Qu'est-ce que l'« agrocapitalisme » ? Il s'agit d'un système de pouvoir exercé par les grands propriétaires terriens, les industries chimiques et de biotechnologie, le capital financier, le marché qui s'appuie sur un appareil politico-institutionnel ainsi que sur le milieu scientifique et technologique. Bien connue, l'« alliance des « 3B » *Boi, Bala, Biblia* (lobby « ruraliste » : « Boi » (le bœuf) ; le lobby pro-armement : « Bala » (balle) ; les églises évangélistes : « Bíblia » (bible) continue d'avoir un grand pouvoir au sein du Congrès national. Le lobby du *Boi* défend sans relâche les privilèges agrocapitalistes. Le marché des pesticides fonctionne comme un outil et un symbole de ce système, comme un « colonialisme chimique » comme nous le décrit la géographe brésilienne Larissa Bombardi (2024). Les paysannes brésiliennes ne s'y trompent pas : elles utilisent le terme *veneno* (poison) pour désigner des pesticides et scandent : « le machisme est le *veneno* dans la vie des femmes ». Plus qu'une analogie, il s'agit d'un slogan qui décrit le renforcement d'une masculinité violente sur les corps et sur les territoires. En 2020, sous le mandat de Jair Bolsonaro, 493 nouveaux pesticides étaient mis sur le marché : un record dans l'histoire du Brésil qui détient la triste place de premier consommateur mondial de *veneno*. En 2023, Luíz Inácio Lula da Silva – Lula – de retour au pouvoir et aux prises avec cet agrocapitalisme installé, signe le « *pacote do veneno* » : une loi qui facilite l'entrée de nouveaux pesticides au Brésil (voir entretien de Maria Emilia Pacheco dans ce numéro).

- 4 En parallèle, l'ère bolsonariste (avec des mesures déjà initiées à l'arrivée de Michel Temer) s'est traduite par une baisse drastique des dépenses publiques et une destruction/dégradation de programmes sociaux mis en place par la gauche. Certains de ces programmes étaient d'une extrême importance pour la vie en milieu rural, comme les programmes *Bolsa família*<sup>1</sup>, *Minha casa, minha vida*<sup>2</sup>, *Fome zero*<sup>3</sup>. En 2022, le Brésil a fait son grand retour sur « la carte de la faim dans le monde » élaborée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), avec 33,1 millions de Brésilien·nes souffrant de la faim : un nombre qui a presque doublé en un an alors que le pays était sorti de cette carte depuis 2014<sup>4</sup>. Les inégalités ont explosé, la pauvreté a augmenté touchant prioritairement les femmes, surtout les femmes noires, de classe ouvrière, habitant·es les bidonvilles et les familles monoparentales.
- 5 Cette « ère » rappelle également la force des imaginaires conservateurs éparés, performés et encensés par Bolsonaro, ce que la philosophe brésilienne Marcia Tiburi (2019) nomme le « christofascisme », soit une politique où fascisme et fondamentalisme religieux s'entremêlent. Des élites restreintes dominent le système politique, l'oppression raciale et l'oppression patriarcale sont des constantes de l'histoire du pays et les épisodes démocratiques sont rares et précaires ponctués d'interventionnisme militaire<sup>5</sup>. Les violences de genre sont extrêmement nombreuses et la société est marquée par la culture du viol, incarnée par Bolsonaro lui-même. Rappelons ne serait-ce que deux de ses déclarations : son affirmation « je préfère avoir un fils mort qu'un fils gay » et ses propos envers la députée Maria do Rosario, en 2003, « je ne te viole pas car tu ne le mérites pas », pour laquelle il a été condamné à payer 10 000 réais pour préjudice moral. Depuis 2010, la progression du conservatisme crée les conditions pour que des discours tels que ceux de Bolsonaro soient considérés comme acceptables et compatibles avec l'attachement exacerbé aux valeurs dites « familiales » (mais normatives du point de vue hégémonique, c'est-à-dire hétéronormatives, monogames, blanches et patriarcales). C'est en cela que nous parlons de renforcement du pacte de la masculinité violente.
- 6 Dans ce contexte, des résistances ont existé et continuent d'exister. Elles sont plurielles. Elles peuvent être visibles et visibilisées ou discrètes et invisibilisées. Nous choisissons, dans ce numéro, de porter l'attention sur la variété de leurs formes et la compréhension de leurs expressions.

## II/ « *There is an alternative* » : visibiliser les résistances

- 7 Pourquoi s'attacher à visibiliser des résistances politiques mais aussi sociales de femmes rurales ? Posons la question à l'envers : quel est le « rôle de ne pas connaître » (Tuana 2006 : 3) ? L'ignorance, comme le savoir, est située (Tuana 2006) et sert des intérêts. L'invisibilisation vise aussi bien des sujets, des savoirs, des contributions, que des expériences et des luttes.
- 8 L'action d'invisibiliser des individus ou des groupes sociaux se déploie, entre autres, par la logique de classification et de monoculture du savoir. « Nous sommes toutes des filles de vitrières » affirme la sociologue française Colette Guillaumin dans son article intitulé « De la transparence des femmes » (Guillaumin 1978). Cette transparence de tout un groupe social fonctionne avec l'opacité d'un autre groupe : les hommes. Il s'agit d'un rapport social ayant une fonction utile. Transparentes mais pourtant utiles et utilisées, les femmes sont des « productrices d'idées anonymes » (1978 : 459). Comme le met en

lumière la philosophe italo-mexicaine Francesca Gargallo Celentani dans *Feminismos desde Abya Yala. Ideas y proposiciones de las mujeres de 607 pueblos en nuestra América* (Gargallo 2014 : 10) : « Être l'autre, c'est être une minorité, non pas numérique mais idéologique. Être quelqu'un minorisé, diminué, défini. Quelqu'un de flou, toujours égal à lui-même, dépourvu de présent car exclu de l'histoire active et reconnaissable. » [ma traduction].

- 9 La classification sociale naturalise des différences fondées sur les systèmes d'oppression selon le sexe, la race, la classe, la sexualité. Cette classification produit des « inférieurs » (Guillaumin 1978) et assigne des rôles, notamment les « rôles de sexe ». Il s'agit avant tout de « classer, [de] dominer » (Delphy 2008), de construire une « altérité » essentialisée. Ainsi, un régime de pensée dualiste et hiérarchisant comme l'occidentalocentrisme contribue de la même façon à l'invisibilisation de groupes sociaux placés en situation de subalternité.
- 10 L'invisibilisation des savoirs et des contributions produit et reproduit les formes de domination et de pouvoirs. Les penseurs·euses ladinoaméricain·es dénoncent la « colonialité du savoir<sup>6</sup> » (Lander 2005) qui déploie un « monopole sur la production de la réalité » et, de ce fait, rend « inexistantes » les « multiples autres façons de faire monde » (Escobar 2018 : 12). L'androcentrisme des sciences est largement documenté par les études féministes en Occident (entre autres Chabaud-Rychter *et al.* 2010 ; Mathieu 1991°2013) comme en Amérique latine<sup>7</sup>, mettant à jour le « nouvel ethos masculin » (Mendoza 2010 : 20) et la « colonialité du genre » (Lugones 2008). Aussi, les travaux sur les injustices (Fricker 2007) et les violences épistémiques (Spivak 2009) présentent une compréhension fine des méthodes et des effets provoqués par les pratiques de mise sous silence (Dotson 2011) de certains groupes sociaux (Crenshaw 1991\_2005 ; Hill Collins 1989\_2008 ; Narayan 1997). À titre d'exemple, les féministes *Chicanas* et *Latinas* aux États-Unis montrent combien elles sont privées d'accès à l'histoire, à leur mémoire, elles sont caricaturées, mises à l'écart, renvoyées au silence ou effacées (Bacchetta et Falquet 2011).
- 11 Plus globalement, l'invisibilisation des résistances et des initiatives contre-hégémoniques provoque un « grand effacement » de l'expérience historique du Sud global dans la théorie de la mondialisation émanant du Nord global (Connell 2011). Cet effacement est la clef de la reproduction du système hégémonique. « Est-ce normal pour des êtres humains de ne pas pouvoir imaginer ce à quoi pourrait ressembler un monde meilleur ? » demande David Graeber (2008) dans *Hope in Common*. Il défend l'idée que l'imagination est une force politique. L'« absence d'espoir qui n'a rien de naturel », elle est le « produit d'un système ». « Il n'y a pas d'alternative », nous rappelle la phrase devenue célèbre de Margaret Thatcher (*There is no alternative* : TINA). « À quoi bon remuer en poussant des petites gueulantes hystériques puisqu'il n'y a pas d'alternative. » (Despentes 2018 : 29). L'objectif de la gouvernance mondiale vise ainsi à « [détruire] toute perspective d'avenirs alternatifs » (Graeber 2018 : 7). Cette « idée de l'impasse » est un « récit classique » selon lequel, « faute d'alternative, il faudrait renoncer à changer le monde », rappelle Kristin Ross (2018 : 134). Or, nous « avons besoin d'utopies réelles », soit « d'idéaux utopiques fondés sur les potentialités réelles de l'humanité » en vue d'un changement social (Wright 2010\_2017 : 22) afin de « nourrir les visions égalitaristes et démocratiques radicales d'un monde social alternatif », de « redonner sens quant à la possibilité d'un changement social émancipateur » (2010\_2017 : 14).

### III/ Des femmes rurales, des sujets politiques

- 12 Si la réorganisation institutionnelle, l'extinction des droits et la répression des mouvements sociaux et des leaders politiques ont été documentées ces dernières années, la question de la quotidienneté sous le mandat de Jair Bolsonaro reste peu explorée. Comment la vie ordinaire a-t-elle été réorganisée pour faire face à ce changement social et politique ? Qu'il s'agisse des populations visées par cette offensive autoritaire néolibérale, dans les périphéries urbaines comme sur les territoires ruraux, quelles stratégies de survie et d'autodéfense ont été déployées ? Lors de la VI<sup>e</sup> *Marcha das Margaridas* (2019), le mouvement des femmes travailleuses rurales du *Nordeste* (MMTR) brandissait une banderole affirmant « *Medo nós tem, mas não usa* » (« Nous avons peur, mais pas utiliser »). Outre la dénonciation adoptée par certains mouvements sociaux, des stratégies de politisation de la peur et des émotions, de réorganisation sociale et politique, et de sortie des espaces de négociation sociale ont pu être observées. Cependant, comment les militant·es et les paysan·nes ont réinvesti leurs espaces communautaires, familiaux, politiques ?
- 13 Ce numéro porte l'attention sur le protagonisme de femmes rurales. Que désigne cette catégorie de « femme rurale » ? Loin d'une approche essentialiste, les militantes rurales brésiliennes ont créé et politisé la catégorie de « femme rurale » afin d'inclure la diversité des identités rurales et la diversité des activités déployées par celles-ci. Cette catégorie a permis de revendiquer des droits sociaux et politiques. Pour saisir qui sont ces actrices, trois dimensions peuvent être prises en compte : qui sont-elles en tant que sujets sociaux, qui sont-elles en tant que travailleuses, qui sont-elles en tant que militantes ?

#### 1/ En tant que sujets sociaux

- 14 La population rurale représente 36 % de la population brésilienne et les femmes représentent un peu moins de la moitié de ce groupe. La région du *Nordeste* compte plus de 50 millions d'habitant·es (pour rappel, la France métropolitaine compte 68 millions d'habitant·es). Au *Nordeste*, 73 % de la population se déclare comme noire ou *parda* (« marron » ou « métisse ») dans le cadre spécifique et limité du recensement démographique brésilien qui propose cinq catégories (blanche, noire, jaune, indigène et *parda*) (Censo 2022). En 2022<sup>8</sup>, le *Nordeste* est l'État ayant enregistré le pourcentage le plus élevé de personnes se déclarant Noires dans sa population (13 %). La philosophe, anthropologue et militante afrobrésilienne Lélia Gonzalez affirmait à la fin des années 1980 que le pays était empreint de l'idéologie du blanchiment qui perpétue la croyance que les classifications et les valeurs de l'Occident blanc sont uniques et universelles (Gonzalez 1988). Aujourd'hui, la politisation du débat racial portée par différents secteurs depuis plusieurs décennies a des effets sur les autodéfinitions des personnes, au-delà du cadre militant, comme le montrent les données du recensement national de 2022.
- 15 Les femmes rurales vivent des oppressions plurielles : en tant que femmes, majoritairement non blanches, du fait de leurs activités liées à la terre et du fait d'être dominées économiquement et culturellement. De plus, elles font l'expérience d'un processus de stigmatisation : elles tendent à être perçues dans l'imaginaire collectif, de

façon homogène et naturalisante, comme analphabètes, non politisées, dépendantes, passives et soumises (Monteiro 2016).

- 16 Aussi, elles vivent des violences : de genre, intersectionnelles, mais aussi des violences agrocapitalistes. Si le Brésil était d'ores et déjà un pays où les chiffres de la violence de genre sont extrêmement élevés, depuis l'élection de Bolsonaro, ces violences ont encore augmenté. Selon l'enquête *Datafolha* commandée par le Forum brésilien de la sécurité publique en 2021, 4,3 millions de Brésiliennes âgées de 16 ans ou plus ont été agressées physiquement par des gifles, des coups ; ce qui signifie que chaque minute, 8 femmes ont vécu de la violence physique. En 2020, le pays a connu 3 913 assassinats de femmes, dont 1 350 ont été enregistrés comme des féminicides<sup>9</sup>. Les violences agrocapitalistes ont, elles aussi, augmenté depuis l'élection de Bolsonaro : les violences enregistrées en 2023 sont les plus hautes de ces 35 dernières années, les assassinats en milieu rural sont en hausse de 75 %.

## 2/ En tant que travailleuses

- 17 Les femmes rurales subissent une invisibilisation sociale et professionnelle historique. Dans les années 1980, elles sont socialement et politiquement niées : elles n'ont pas d'existence administrative (souvent pas de papiers d'identité), leur travail productif est considéré comme de l'« aide » au mari, le seul à détenir un statut de travailleur rural. L'absence de papier signifie une absence d'accès à la protection sociale, aux droits sociaux fondamentaux et à l'accès au crédit, entre autres. Elles n'ont pas de rémunération propre et les chiffres mesurés dans les années 2010 montrent qu'elles étaient près de 15 millions à ne pas être reconnues en tant que travailleuses rurales (Butto et Hora 2008 ; Nobre 2012).
- 18 Les droits acquis par et pour les femmes rurales sont issus des luttes des mouvements sociaux. Dans les années 1980, dans le *Nordeste*, le MMTR (Mouvement des femmes travailleuses rurales du *Nordeste*) lance la campagne *Nenhuma Trabalhadora rural sem documento !* (Aucune travailleuse rurale sans papier !). Cette action a permis l'obtention de documents d'état civil pour de nombreuses femmes rurales. La campagne s'est étendue à l'ensemble du territoire national par la suite et a intégré, dans les années 2002, la demande d'actes ou de certificats reconnaissant le statut de travailleuse rurale. En réponse aux revendications historiques des mouvements sociaux, en 2003, le Parti des Travailleurs lance une politique de promotion de l'autonomie des femmes rurales visant à faciliter l'obtention de documents, de financements spécifiques pour les femmes, l'accès à une assistance technique différenciée, à des politiques d'appui à l'organisation de groupes productifs et à la commercialisation de produits.
- 19 Dans différentes régions, surtout dans le *Nordeste* – berceau des Ligues Paysannes de l'Engenho Galileia et les procès menés par leur avocat Francisco Julião en 1959 – la dénomination de « travailleuses rurales » a été préférée à celle d'« agricultrices » ou de « paysannes ». Il s'agissait de souligner la pluralité des activités de production (culture, pêche, élevage, récolte, transformation, par exemple), car généralement plusieurs d'entre elles sont pratiquées à la fois. Les femmes rurales ont souvent une autre activité professionnelle en parallèle (infirmière, enseignante, étudiante, par exemple). Il s'agissait également de réaffirmer un statut pour la revendication politique sur la base du travail, et de réaffirmer les liens au Parti des Travailleurs.

### 3/ En tant que militantes

- 20 Les mouvements de femmes rurales font partie de « l'espace de la cause féministe agroécologique » (Prévost 2019b ; Prévost *et al.* 2021). Le MMTR cité précédemment est un mouvement non-mixte de femmes travailleuses rurales actif dans les neuf États du Nordeste. Le mouvement se définit comme « espace d'auto-organisation, d'affirmation, de formation des femmes rurales, agricultrices, habitantes d'*assentamento*, *quilombas*, extrativistes<sup>10</sup>, pêcheuses du Nordeste ». Le mouvement vise la « transformation des mentalités de soumission » (extrait du Manifeste du MMTR), la lutte contre tout type de discrimination et de préjugé et la promotion de l'autonomie des femmes, dans une perspective féministe et une analyse de genre. Le MMTR souhaite valoriser les savoirs des femmes rurales, leurs modes de vie, croyances, valeurs et connaissances politiques (voir entretien de Veronica Santana dans ce numéro).
- 21 Elles participent aussi de la *Marcha das Margaridas* : la plus importante mobilisation de femmes du Brésil et de l'Amérique latine<sup>11</sup>. Des « femmes des champs, des forêts et des eaux », comme elles se présentent. La Marche est organisée par la CONTAG, la Confédération nationale des travailleurs ruraux agriculteurs et agricultrices familiales, en partenariat avec une vingtaine d'organisations et de mouvements sociaux regroupés au sein d'une « plateforme politique ». La *Marcha das Margaridas* porte son nom en hommage à Margarida Maria Alves, première femme présidente de syndicat au Brésil, assassinée le 12 août 1983 par des hommes armés engagés par de grands propriétaires terriens. La Marche est née en 2000 pour défendre les droits des travailleuses rurales et combattre le sexisme. La lutte initiale pour la reconnaissance comme travailleuses rurales, pour l'accès aux droits et aux politiques publiques, a évolué dans les années 2000 vers la construction d'un projet de société intégrant le féminisme, l'agroécologie et la souveraineté alimentaire. Aujourd'hui, les *Margaridas* se définissent comme « unies pour construire un féminisme du bien-vivre » (*Marcha das Margaridas* 2023). L'agroécologie, comme pratique et projet politique, est un pilier de ce féminisme. La notion d'agroécologie désigne bien entendu la production d'aliments sains, la préservation des semences et des écosystèmes, la promotion de la sécurité alimentaire. Mais il s'agit également d'un ensemble de formes sociales, politiques, économiques qui construisent le territoire et la politique. C'est une façon de prendre soin de l'environnement, de le réparer, et de prendre soin des personnes, d'échanger des savoirs, de renforcer les droits des populations rurales, de construire des marchés de producteurs et productrices ; en somme, de faire politique au quotidien. Ainsi, elles défendent le fait qu'« il n'y a pas d'agroécologie sans féminisme ».
- 22 Tous les quatre ans, la Marche organise deux journées à Brasília : entre 100 000 et 150 000 femmes participent à des tables rondes, des ateliers sur le féminisme, l'agroécologie, la défense des territoires. À cette occasion, elles invitent le ou la présidente de la République et lui remettent des propositions pour l'élaboration de politiques publiques. La *Marcha das Margaridas* a été à l'origine de la première politique publique nationale pour l'agroécologie (2011) qui comportait un volet de lutte contre les inégalités sociales que vivent les femmes rurales et contre les violences de genre.
- 23 Lors de la cérémonie de clôture de la Marche de 2023, Lula a annoncé et signé 8 décrets : plus de 13 millions de réais (2 500 000 euros) dédiés à l'assistance technique agroécologique, un plan d'urgence pour la réforme agraire priorisant les femmes, l'appui à la création de 90 000 potagers productifs (espaces productifs

traditionnellement travaillés par les femmes rurales), la création d'une commission spéciale pour coordonner la lutte contre les violences de genre en milieu rural, l'élaboration d'un « plan national de citoyenneté et bien-vivre » pour les femmes rurales, le lancement d'un programme national de prévention du féminicide, la création d'un groupe de travail interministériel chargé d'élaborer le plan national pour la jeunesse et la relève rurale, la reprise de la politique nationale pour les salarié·es du rural afin de renforcer leurs droits sociaux, la reprise du programme « bourse verte » en appui aux familles vivant dans les aires environnementales protégées, une résolution pour l'alternance dans l'éducation primaire et secondaire et l'enseignement supérieur permettant aux étudiant·es vivant en milieu rural de concilier la routine scolaire quotidienne et leur environnement de vie et de travail.

24 Ainsi, ces femmes rurales sont le sujet politique clé de ce numéro.

## Présentation des articles

- 25 Ce numéro s'ouvre sur une enquête de terrain réalisée par les chercheuses Lorena Lima de Moraes, Shana Sampaio Sieber, Rebeca Mascarenhas, Nicole Louise Macedo Teles de Pontes, et Tatiane Vieira Barros, analysant concrètement l'accès des femmes rurales à l'aide d'urgence, une politique publique déployée pendant la pandémie de Covid-19. À partir d'une analyse intersectionnelle, les autrices montrent la matérialisation concrète des inégalités socio-spatiales, numériques et de mobilité vécues par les femmes rurales, mais aussi les formes de solidarité, de débrouille et d'arrangement de celles-ci. L'enquête met en lumière les effets d'un « mépris du gouvernement fédéral à l'égard des populations pauvres, rurales, noires et des femmes des villes rurales constitu[ant] une violence d'État ».
- 26 Le deuxième article écrit par la militante du Mouvement des sans terre (MST) Lucinéia Miranda de Freitas nous plonge dans la lutte menée par le mouvement dans l'histoire des luttes des femmes paysannes puis, plus particulièrement, pendant la période de Covid-19. Analysant la campagne « Femmes sans terre : contre les virus et la violence », ses initiatives et son matériel informatif et militant, l'autrice met en exergue les formes de résistance quotidiennes réinventées dans ce contexte, dans les actions militantes mais aussi dans les actions de soins et de solidarité pratiquées par les femmes du mouvement, notamment autour de la production dans les potagers et la réalisation de panier-repas.
- 27 Le troisième texte est une interview avec Verônica de Santana, agricultrice, militante, membre du Mouvement des femmes travailleuses rurales du Nordeste, du Groupe de Travail « Femmes » de l'Articulation Nationale d'Agroécologie, conseillère au Conseil national pour le développement rural durable – Condraf et Présidente du Centre de développement agroécologique de Sabiá. Verônica nous partage son expérience de participation politique, en tant que femme rurale, les reconfigurations et les enjeux de cette participation pendant le gouvernement de Jair Bolsonaro et depuis la réélection de Lula. Elle nous parle du « féminisme rural » et les stratégies de lutte féministe élaborées au sein de ces mouvements.
- 28 Le quatrième texte retranscrit la conférence inspirante de Maria Emília Lisboa Pacheco lors de la 7<sup>e</sup> *Marcha das Margaridas* en 2023 consacrée à la « Souveraineté alimentaire et l'agroécologie comme voie pour vaincre la faim ». Maria Emília est anthropologue,

militante, membre de l'ONG FASE, de l'Articulation nationale d'Agroécologie et du Forum brésilien pour la souveraineté et la sécurité alimentaires et nutritionnelles. Son intervention rappelle le rôle des femmes rurales dans l'économie du *care* et enjoint à soutenir une conception plurielle de l'économie comme humaine, écologique et féministe. Dans une démarche analytique qui dialogue avec le « féminisme de la subsistance » et le complet, elle souligne l'enjeu de visibiliser *l'économie de l'existence* et son efficacité reproductive, la place des femmes rurales comme sujets économiques et sociaux actifs.

- 29 Le cinquième texte est un article rédigé par Sarah Luiza de Souza Moreira, Sheyla Saori et Emma Siliprandi, chercheuses et militantes féministes, portant sur les formes de résistances au sein de différents espaces féministes agroécologiques, à l'échelle locale et nationale. Les autrices analysent l'expérience réinventée de deux réseaux et de mouvements féministes et agroécologiques pendant le gouvernement de Jair Bolsonaro : le Réseau Agroécologique des Femmes Agricultrices, le Réseau Semences Agroécologiques, la Marche Mondiale des Femmes, le Groupe de Femmes de l'Articulation Nationale d'Agroécologie et la *Marcha das Margaridas*. Présentant le démantèlement des politiques publiques et ses conséquences pour les femmes rurales, les autrices insistent sur la centralité du travail de soins, la reconfiguration de la production et de la commercialisation/distribution. Elles décrivent également les stratégies politiques visant à restructurer la résistance militante face à l'offensive conservatrice et à « replacer la vie au cœur des propositions de reconstruction nationale ».
- 30 Enfin, le dernier article rédigé par les chercheuses Andrea Butto et Marielle Eden opère tout d'abord un retour historique sur l'élaboration des politiques publiques incluant les femmes rurales comme sujets politiques. Ensuite, les autrices analysent les attaques portées à la politique d'organisation productive des femmes rurales sous le gouvernement de Jair Bolsonaro puis, avec le retour du Parti des Travailleurs au pouvoir, les recompositions des politiques publiques et les innovations récentes comme la création du programme des « Potagers productifs ». Les données empiriques de l'étude de cas réalisée dans le Pernambouc nous offrent une illustration concrète des impacts de ces attaques aux programmes publics sur un groupe de production et de commercialisation de femmes rurales.

## Les traductions

« La langue peut être un véritable champ  
de bataille, un lieu d'oppression mais aussi  
de résistance. Je crois qu'écrire est l'acte  
politique par excellence. »

Toni Morrison, *Voir comme on ne voit jamais*,  
Dialogue avec Pierre Bourdieu (1998)

- 31 Les traductions ont un rôle central dans la promotion de l'écologie des savoirs. Elles permettent de créer circulation et compréhension entre les expériences. Nombre de penseurs-euses latinoaméricain-es ne sont pas traduits-es en français, d'autant plus s'ils-elles portent des réflexions critiques vis-à-vis des cadres de pensée occidentaux. Les travaux d'auteurs européens portant les mêmes critiques circulent peu en Europe. Enfin, les textes écrits dans des langues dominées ou minorisées restent le plus

souvent invisibles. Cela provoque une invisibilisation des expériences et des résistances. La traduction vient rendre visibles et donc possibles des savoirs alternatifs mais aussi des pratiques alternatives. Il s'agit d'un travail à la fois intellectuel, politique et émotionnel. En effet, il s'inscrit dans une carence, une incomplétude d'un savoir ou d'une pratique. Traduire une notion avec uniquement des moyens techniques dans un cadre de pensée hégémonique ne permet pas de rendre compte des différentes dimensions comprises dans cette réalité. Par exemple, certaines notions incorporent des dimensions spirituelles, religieuses, politiques, entre autres. L'enjeu est d'explicitier toutes les facettes d'une notion ainsi que le cadre de pensée dans lequel elle est élaborée.

- 32 Dans ce numéro, il a été fait le choix de traduire l'ensemble des textes en français afin de promouvoir la circulation des analyses, des savoirs et des alternatives. La traduction a été réalisée, avec humilité et défauts, par la coordinatrice du numéro, en tant que non professionnelle de la traduction et avec des moyens et temporalités restreintes. Certains termes en *pretoguês*<sup>12</sup>, comme les chants ou poèmes de travailleuses rurales par exemple, seront proposés dans la langue originale de leur écriture et traduits en français. Cette double présentation vise à transmettre les éléments identitaires du choix des termes et des textes dans leur intégrité et à donner à ressentir les éléments sentipensés<sup>13</sup> de la langue d'origine au-delà de leur simple signification littérale. J'ai fait le choix de ne pas traduire certains termes désignant une réalité spécifique (par exemple, le terme d'*assentamento* désignant une forme organisationnelle, politique et matérielle sans équivalent). Même s'il existe des traductions françaises pour certaines notions, je ne les adopte pas systématiquement. En effet, j'estime que certaines traductions sont incomplètes, réductrices ou, pire, contribuent à dépolitiser ce qu'elles désignent. Comme le défend bell hooks (1994\_2018), la non-compréhension est également un espace d'apprentissage. Cela offre « l'opportunité d'écouter sans "expertise", sans l'appropriation d'une parole par le biais de l'interprétation, mais aussi l'expérience d'entendre [et de lire] des mots non [français]. »
- 33 L'acte de lire un autre langage, que cela soit une écriture épïcène à laquelle nous ne sommes pas habituées ou des mots d'une langue que nous ne maîtrisons pas, est un acte patient d'apprentissage. Cela s'inscrit en rupture avec « la culture de la consommation capitaliste frénétique qui exige que tous les désirs soient satisfaits immédiatement » (hooks, 1994\_2018 : 229). Cela peut être appréhendé comme une perturbation de l'impérialisme culturel où un écrit est digne d'être lu seulement s'il respecte les standards hégémoniques (*ibid.*). Je vous invite donc à cette lecture comme acte patient et acte de résistance.

#### Situer ce numéro dans un parcours et un réseau

Consacrer ce numéro de la revue ORDA aux femmes rurales s'inscrit dans un parcours, individuel et collectif. Je retrace ici la constitution d'un maillage relationnel et scientifique, français et brésilien, à partir d'éléments de mon parcours. Ces éléments situent et illustrent combien la production de savoirs se fait par des rencontres et par les engagements de nombreuses personnes.

Je travaille avec des femmes rurales depuis maintenant 12 ans, dont 10 années au Brésil. Universitaire de bifurcation, j'ai fait une reprise d'études au sein du Master Genre, Égalités et Politiques Sociales à l'Université de Toulouse. La rencontre avec

les membres de l'équipe pédagogique de ce master et avec les étudiantes de ma promo a été déterminante dans la construction de ma trajectoire. En parallèle, je suis investie dans des activités militantes et associatives féministes dites d'« empowerment », ce qui a influencé mon engagement dans des démarches participatives de recherche. En master, j'ai rencontré Hélène Guétat-Bernard, professeure d'université française spécialisée dans les questions de genre et milieu rural qui est devenue ma directrice de thèse en 2014. Sans soutien scientifique initial, Hélène a participé au fondement d'un réseau et d'un espace scientifique important autour des questions de genre et de ruralité, avec notamment l'organisation, en 2012, du colloque « Genre et agriculture familiale paysanne. Regards Nord-Sud » à l'Université Toulouse II-Le Mirail, puis du *Colloque Care, Genre et Environnement* (CGE) à l'Université Lyon en 2015. Issu de cette dynamique initiale, le *Colloque International Feminismo e Agroecologia, Trabalho, Cuidados e Bens Comuns, CIFA III* a été organisé à Recife, au Brésil en 2019. En 2023, nous avons créé, avec d'autres collègues, le groupe de recherche AGATE (Agriculture, Genre, Alimentation, Territoire et Environnement) à Toulouse.

Hélène m'a fait rencontrer en 2014 Gema Galgani Esmeraldo, professeure d'Économie domestique brésilienne, qui est devenue ma co-directrice de thèse. Gema était venue à Toulouse quelques années auparavant pour imaginer avec Hélène des collaborations, ce qui a pu se réaliser en particulier à travers la codirection de thèse. Comme le souligne Hélène, « entre universitaires/académiques, on fonctionne sur des réseaux de résistance aussi et d'organisation de liens avec, au départ, peu de moyens mais des convictions ». Gema connaît très bien les mouvements paysans et de paysannes dans le *Nordeste* du Brésil. Elle porte une vision non hégémonique des savoirs : elle a mis en place à l'Université Fédérale du Ceará un « programme de résidence agraire » qui impliquait que chaque personne étudiante passe, lors de son cursus, un séjour avec et chez des familles paysannes, pratique et apprenne des savoirs paysans. Il s'agit d'une approche de co-construction des savoirs, une expérience de décentrement de l'université comme lieu unique de production des savoirs et de « faire ensemble » avec les communautés paysannes. Gema m'a introduite sur ces terrains et m'a partagé ses démarches épistémologiques et engagées de recherche. Aussi, nous avons réalisé un terrain avec Hélène, dans le Ceará, étudiant les liens croisés entre individu·es, famille, territoire. La démarche d'Hélène d'analyser finement les relations à la nature/aux lieux, les maillages territoriaux, les luttes basées sur les attaches aux territoires, etc., a également été centrale dans mon travail. Toutes deux ont été des sources d'inspiration et de co-construction. La co-direction a supposé, entre nous trois, des échanges sur nos propositions méthodologiques. Nos approches se sont nourries les unes des autres, développant l'engagement dans la recherche et une posture de recherche engagée. Les relations formelles et informelles au sein du monde académique sont imbriquées. Les innovations épistémologiques et méthodologiques au sein de la thèse ont été favorisées/acceptées/soutenues par Gema et Hélène, tout en étant pour partie le fruit de nos échanges. Cette construction a été enrichie par les expériences des militantes et universitaires brésiliennes comme des spécialistes du genre du Master Genre, Égalité et Politiques sociales et du réseau d'études genre Arpege de Toulouse.

Au cours de ma thèse, j'ai mis en œuvre une démarche féministe qui visait à prendre en compte la colonialité des savoirs et à construire une écologie des savoirs avec certaines femmes rurales du MMTR. Nous avons co-construit, co-réalisé, co-produit un film participatif « Femmes rurales en mouvement<sup>14</sup> » avec le MMTR, qui a été bien plus qu'un documentaire mais une expérience humaine, amicale, féministe (Santana, Prévost, 2022). Veronica Santana, agricultrice et militante du MMTR, co-réalisatrice de ce film, nous livre une interview dans ce numéro.

Le protagonisme politique des femmes rurales brésiliennes a donc été au cœur de mon travail de doctorat de sociologie. En se rencontrant, en faisant ensemble, en partageant des moments de vie quotidienne, militante, amicale, j'ai découvert un sens concret de la résistance féministe, dans les arènes politiques comme dans les gestes quotidiens. C'est au cours de cette thèse, cherchant à identifier les stratégies et la structuration de l'espace de la cause féministe agroécologique, que j'ai rencontré nombre de militantes multi-casquettes investies sur ces questions (militantes de la *Marche Mondiale des Femmes*, du *Mouvement des Sans Terre*, de la *Contag*, etc.), qui défendent ensemble la posture politique et scientifique résumée par le slogan « Il n'y a pas d'agroécologie sans féminisme » ! Quelques années plus tard, j'ai retrouvé certaines d'entre elles au sein de l'ambitieux projet de recherche-action GENgiBRE, « Rapport à la nature et égalité de genre. Une contribution à la théorie critique à partir de pratiques et mobilisations féministes dans l'agroécologie au Brésil (2021-2025) », coordonné par Isabelle Hillenkamp (IRD).

Si les questions croisant genre et environnement, genre et rural, trouvent aujourd'hui une place et un intérêt récent et grandissant dans le monde académique, cela s'est construit sur la conviction, les efforts et les partenariats portés par quelques rares chercheuses, sans soutien financier, parfois sans soutien ni légitimité scientifique. Le chemin de ces universitaires n'a pas nécessairement été la traditionnelle recherche de publications prestigieuses. Il est plutôt question d'un travail de tissage, dans la durée et sans grande reconnaissance, entre monde académique et société civile. Notre conviction reste inchangée : selon nous, il réside au cœur de ces questions les leviers d'une transformation sociale, politique et écologique. Ce numéro est le fruit de ces engagements, investissements, réseaux militants et scientifiques.

---

## BIBLIOGRAPHIE

BACCHETTA, Paola ; Jules FALQUET. « Introduction ». *Les cahiers du CEDREF. Centre d'enseignement, d'études et de recherches pour les études féministes*, 2011, 18, p. 7-40. <https://doi.org/10.4000/cedref.670>

- BOMBARDI, Larissa Mies. *Pesticides : un colonialisme chimique*. Paris : Anacaona éditions. 2024
- BUTTO, Andrea ; Karla HORA. « Mulheres e Reforma Agrária no Brasil ». In BUTTO, A. et LOPES, A. *Mulheres na Reforma Agrária a experiência recente no Brasil*. Brasília : Ministerio do Desenvolvimento Agrario, 2008, p. 19-39
- CARDOSO, Cláudia Pons. « À Lélia de Almeida Gonzalez, précurseuse du féminisme noir au Brésil ». Traduit par Jules Falquet. *Les cahiers du CEDREF*, 2015, 20. <https://doi.org/10.4000/cedref.774>
- CHABAUD-RYCHTER, Danielle ; DESCOUTURES Virginie ; DEVREUX Anne-Marie ; Eleni VERIKAS (éd.). *Sous les sciences sociales, le genre : relectures critiques, de Max Weber à Bruno Latour*. Paris : Ed. la Découverte, 2010.
- CHIRIO, Maud ; Camille NOÛS. « La victoire de Bolsonaro à la lumière de l'histoire brésilienne ». *Sens public*, 2020, <http://sens-public.org/articles/1458>
- CONNELL, Raewyn. *Southern Theory: The Global Dynamics of Knowledge in Social Science*. Cambridge : Polity Press. 2011
- CRENSHAW, Kimberlé Williams ; Oristelle BONIS. « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur ». *Cahiers du Genre*, 2005, 39 (2), p. 51-82. <https://doi.org/10.3917/cdge.039.0051>
- DARDOT, Pierre ; Christian LAVAL ; Pierre, SAUVETRE. « Le néolibéralisme autoritaire au miroir du Brésil ». *Sens public*, 2020. <http://sens-public.org/dossiers/1515/>
- DELPHY, Christine. *Classer, dominer : Qui sont les « autres » ?* La fabrique éditions. 2008.
- DESPENTES, Virginie. « Pour les manants de demain ». In Jade LINDGAARD (coord.), *Éloge des mauvaises herbes. Ce que nous devons à la ZAD*. Paris : Les liens qui libèrent. 2018, p. 29-40.
- DOTSON, Kristie. « Tracking Epistemic Violence, Tracking Practices of Silencing ». *Hypatia*, 2011, 26 (2), p. 236-57. <https://doi.org/10.1111/j.1527-2001.2011.01177.x>
- ESCOBAR, Arturo. *Sentir-penser avec la Terre : L'écologie au-delà de l'Occident*. Paris : Seuil, 2018.
- FALS BORDA, Orlando. *Sentipensante, entretien avec Orlando Fals Borda*. 2008. <https://www.youtube.com/watch?v=LbJWqetRuMo>
- FALS BORDA, Orlando. *Una sociología sentipensante para América Latina*. Bogotá, Siglo del Hombre : CLACSO. 2009.
- FRICKER, Miranda. *Epistemic Injustice: Power and the Ethics of Knowing*. Oxford : Oxford Univ. Press, 2007 <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780198237907.001.0001>
- GARGALLO CELENTANI, Francesca. *Feminismos desde Abya Yala. Ideas y proposiciones de las mujeres de 607 pueblos en nuestra América*. Editorial Corte y Confección. Ciudad de México. 2014. <https://francescagargallo.wordpress.com/wp-content/uploads/2014/01/francesca-gargallo-feminismos-desde-abya-yala-ene20141.pdf>
- GRAEBER, David. « Hope in Common ». *The Anarchist Library* (blog). 2008. <https://theanarchistlibrary.org/library/david-graeber-hope-in-common>
- GUILLAUMIN, Colette. « Pratique du pouvoir et idée de Nature (1) L'appropriation des femmes ». *Questions Féministes*, 1978, 2, p. 5-30. <https://www.jstor.org/stable/40619109>
- HILL COLLINS, Patricia. « La construction sociale de la pensée féministe ». In DORLIN, Elsa (dir.). *Black feminism : Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*, Paris : Éditions L'Harmattan. 2008. p. 135-75.

- HOOKS, Bell. « Le langage : enseigner de nouveaux mondes/de nouveaux mots ». In ALTAMIMI, Manal, et al., *Rencontres radicales : Pour des dialogues féministes décoloniaux*, Paris : Éditions Cambourakis coll. Sorcières, 2018, p. 221-30.
- LANDER, Edgardo (dir.). *A colonialidade do saber: eurocentrismo e ciências sociais Perspectivas latino-americanas*. San Pablo : CLACSO. 2005.
- LUGONES, María. « Colonialidad y género ». *Tabula Rasa*, 2008, 9, p. 73-101. <https://doi.org/10.25058/20112742.340>
- MALDONADO-TORRES, Nelson. « On the coloniality of being ». *Cultural Studies*, 2007, 21 (2-3), p. 240-270. <https://doi.org/10.1080/09502380601162548>
- MATHIEU, Nicole-Claude. *L'anatomie politique : catégorisations et idéologies du sexe*. Donnemarie-Dontilly : Ed. iXe. 2013.
- MENDOZA, Breny. « La epistemología del sur, la colonialidad del género y el feminismo latinoamericano ». In ESPINOSA MIÑOSO, Yuderlys (coord.). *Aproximaciones críticas a las prácticas teórico-políticas del feminismo latinoamericano*, Buenos Aires : En la Frontera, 2010, p. 19-36.
- MONTEIRO, Gabriela. « Afinal, quem pode falar? Algumas experiências-narrativas de trabalhadoras rurais nordestinas ». Document de travail graduação. Salvador de Bahia. 2016.
- MORRISON, Toni, et Pierre BOURDIEU. « “Voir comme on ne voit jamais” ». *Vacarme*, 6, p. 58-60. 1998. <https://vacarme.org/article807.html>
- NARAYAN, Uma. *Dislocating Cultures: Identities, Traditions and Third World Feminism*. New York (N.Y.) : Routledge. 1997.
- PREVOST, Héloïse. « “Jusqu’à ce que nous soyons toutes libres” : la militance “sentipensée” des féministes agroécologiques brésiliennes contre les violences agroc capitalistes ». *Recherches féministes*, 32 (2). 2019a. <https://doi.org/10.7202/1068337ar>
- PREVOST, Héloïse. « Pour un empowerment socio-environnemental. Sociologie d’un mouvement féministe alternatif ». Doctorat de sociologie, Toulouse : Toulouse II - Jean Jaurès. 2019b. <https://theses.hal.science/tel-04199855>
- PREVOST, Héloïse ; Julien FIGEAC ; Tristan SALORD ; Guillaume CABANAC. « Internet dans la reconfiguration des répertoires d’action du mouvement “féministe agroécologique” brésilien ». *Politiques de communication*, 2021, 17 (2), p. 129-156. <https://doi.org/10.3917/pdc.017.0129>
- ROSS, Kristin. « Mieux que résister : défendre ». In Jade LINDGAARD (coord.), *Éloge des mauvaises herbes. Ce que nous devons à la ZAD*, Paris : Les liens qui libèrent. 2018, p. 129-135.
- SANTANA, Veronica ; Prévost, Héloïse. « Femmes rurales en mouvement : une démarche épistémologique féministe décoloniale au moyen du film participatif ». *Participations*, 2022, 32 (1), p. 183-211. <https://doi.org/10.3917/parti.032.0183>
- SAFATLE, Vladimir. « Le Brésil, possible laboratoire mondial du néo-libéralisme autoritaire ». *Le Monde.fr*, 2 septembre 2019. <https://www.lemonde.fr/>
- SPIVAK, Gayatri Chakravorty. *Les subalternes peuvent-elles parler ? Traduit de l’anglais par Jérôme Vidal*. Paris : Éditions Amsterdam, 2009.
- TIBURI Marcia. *Feminismo em Comum: para todas, todes e todos*, Rio de Janeiro : Rosa dos Tempos, 2019.

TUANA, Nancy. « The Speculum of Ignorance: The Women's Health Movement and Epistemologies of Ignorance ». *Hypatia*, 2006, 21 (3), p. 1-19. <https://doi.org/10.1111/j.1527-2001.2006.tb01110.x>

WRIGHT, Erik Olin. *Utopies réelles*. Paris : La Découverte. 2017.

## NOTES

1. Le programme « Bourse familiale » est destiné à lutter contre la pauvreté avec le versement d'aides dans une démarche proche du concept de « revenu de base », il est conditionné à certaines obligations d'éducation.

2. Le programme « *Minha casa, minha vida* » (« Ma maison, ma vie ») est un vaste programme de construction de logements lancé en 2009, au cours du second mandat du président Lula, comme instrument pour réduire le déficit de logements dans le pays.

3. *Fome Zero* (« Faim zéro ») est un programme gouvernemental lancé par le gouvernement Lula en 2003 dans l'intention d'éradiquer la faim et l'extrême pauvreté au Brésil.

4. Données du Réseau brésilien de recherche sur la souveraineté et la sécurité alimentaires et nutritionnelles (Rede Penssan).

5. Voir entre autres, Marilena Chaui, *Brasil: Mito Fundador e Sociedade Autoritária*, São Paulo: Fundação Perseu Abramo, 2000 ; Jessé Souza, *A elite do atraso: da escravidão à lava jato*, Rio de Janeiro : Leya, 2017, ou encore Daniel Aarão Reis, *Ditadura e Democracia no Brasil: Do Golpe de 1964 à Constituição de 1988*, Rio de Janeiro : Zahar, 2014.

6. La colonialité est un rapport matériel et symbolique de domination. La colonialité diffère du colonialisme. Alors que « colonialisme » désigne un rapport politique et économique dans lequel la souveraineté d'une nation ou d'un peuple dépend du pouvoir d'une autre nation, « colonialité » renvoie aux modèles de pouvoir durables résultant du colonialisme qui définissent la culture, le travail, les rapports intersubjectifs et la production de connaissances. La colonialité dépasse et survit au colonialisme (Maldonado-Torres, 2007). Elle renvoie à une « *conquista* ininterrompue » depuis 1492 (pour reprendre l'expression du philosophe équatorien Bolívar Echevarría) qui « opère une appropriation violente du réel à travers la damnation du sujet colonisé et l'accaparement dévastateur des communs naturels, produit sa propre réalité et impose simultanément les conditions de visibilité et d'intelligibilité de cette même réalité. » (Escobar, 2018 : 11)

7. La « catégorie politico-culturelle » d'« Amérique Ladine » est proposée par l'intellectuelle et féministe, Noire et brésilienne, Lélia Gonzalez : le continent est « bien plus amérindien et amérindien qu'autre chose » (2015). « Amérique » articule Amérique et Afrique afin de reconnaître les racines africaines et le passé en tant qu'esclave de la population brésilienne. La catégorie d'*Améfricanité* reflète le processus historique et culturel afro-centré, fondé sur les résistances, les adaptations, les adoptions de nouveaux termes, articulant des modèles comme le yoruba, bantou et ewe-fon (Gonzalez, 2015). Cette désignation linguistique met à jour un processus social prégnant : le racisme dans un pays qui garde, aujourd'hui encore, un modèle idéologique et hégémonique blanc. Le terme « ladino » recouvre un sens différent de celui entendu en Europe et a des définitions plurielles en Amérique ladine. Lélia Gonzalez désigne notamment par *ladino* les personnes d'origine africaine, esclavagisées, parlant l'espagnol, nées sur le territoire ladino-américain ou envoyées en Amérique ladine après avoir été en Castille ou au Portugal. Pour en savoir davantage, voir GONZALEZ L., « A categoria político-cultural de amefricanidade », *Tempo Brasileiro*, 1988, 92/93, p. 69-82.

8. Source : Censo 2022. [Consulté le 10/11/2024]. <https://agenciadenoticias.ibge.gov.br/agencia-noticias/2012-agencia-de-noticias/noticias/38719-censo-2022-pela-primeira-vez-desde-1991-a-maior-parte-da-populacao-do-brasil-se-declara-parda>
9. Source : Anuário Brasileiro de Segurança Pública 2021. [Consulté le 12/10/2024]. <https://portal.fiocruz.br/noticia/violencia-contra-mulheres-no-contexto-da-covid-19>
10. Ce terme utilisé au Brésil désigne les groupes ayant des activités d'agro-extractivisme, soit des activités de prélèvement de nature d'origine non cultivée, du type cueillette, glanage, extraction de sève, etc. à des fins de vente ou d'échange.
11. Cf. note 7 sur cette catégorie.
12. *Pretoquês* est un néologisme entre *preto* (noir, nègre) et le suffixe de portugais (*português*) proposé par Lélia Gonzalez. Ce terme est la « marque de l'africanisation du portugais parlé au Brésil » (Gonzalez, 2015 : 2) et reflète l'héritage linguistique des cultures soumises à l'esclavage. Le *pretoquês* mélange le portugais avec des éléments linguistiques africains, dans une tentative politique de mettre en évidence le préjugé racial qui existe dans la définition même de la langue maternelle brésilienne (Cardoso 2015).
13. La notion « sentipenser » a été expliquée par un pêcheur du fleuve San Jorge, en Colombie, au sociologue Orlando Fals Borda. La communauté de ce pêcheur s'inspire et se reconnaît dans les stratégies cycliques des tortues « hicotea », espèce endémique d'Amérique Latine : ils et elles affirment être à la fois des humains et des tortues de par leurs modes de survie et de préservation des réserves durant les périodes difficiles. Cette communauté « sentipense », ce qui signifie qu'elle agit avec le cœur tout en raisonnant, elle articule le ressentir et le raisonner (Escobar 2018 ; Fals Borda 2008). Cette proposition s'inscrit en rupture avec la dualité construite par la rationalité occidentale, opposant raison et émotion. Dans les autres mondes de ce plurivers (Escobar 2018), les deux sont intrinsèquement liées.
14. En ligne : [https://www.youtube.com/watch?v=\\_Pwi17iZoU4](https://www.youtube.com/watch?v=_Pwi17iZoU4)
- 

AUTEUR

HÉLOÏSE PRÉVOST

Université Toulouse II - Jean Jaurès, [heloise.prevost\[at\]univ-tlse2.fr](mailto:heloise.prevost[at]univ-tlse2.fr)